

A portrait of Achille Mbembe, a Black man with glasses, wearing a white button-down shirt. He is sitting at a desk with a window behind him. A magazine is visible on the desk in the bottom left corner.

Le Camerounais Achille Mbembe, né en 1957, est l'auteur de nombreuses contributions en sciences politiques et sociales. Docteur en histoire de la Sorbonne et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il enseigne en Afrique du Sud et aux Etats-Unis. Au Sénégal, il coanime les Ateliers de la pensée de Dakar. Et il a été récemment fait docteur honoris causa d'un institut de l'UCL.

Achille MBEMBE

« Le religieux EST NÉCESSAIRE DANS UNE SOCIÉTÉ »

— Quelles sont vos origines ?

— Je suis né dans un village du Cameroun situé entre la capitale Yaoundé et le port de Douala, au sein d'une famille très modeste dont des membres, du côté de ma mère, avaient été impliqués dans les luttes anticoloniales des années 50. J'ai grandi en écoutant des histoires racontées en particulier par ma grand-mère Suzanne Ngo Yem. Ces histoires, elle en avait été témoin et les avait vécues. De toutes les possessions coloniales françaises en Afrique subsaharienne, le Cameroun a été la seule dont la demande d'accession à l'indépendance a été appuyée par une lutte armée. Celle-ci s'est soldée par la défaite du mouvement nationaliste, l'assassinat ou l'exil de la plupart de ses leaders. Les soirs, à l'heure des contes, ma grand-mère revenait sans cesse sur ces récits, sur la thématique de la délivrance et sur le calvaire qu'ont enduré les héros nationalistes, privilégiant les significations chrétiennes qu'elle donnait à ces événements.

— Est-ce du croisement entre ces histoires de combats et ces significations chrétiennes que vient votre choix de faire des études d'histoire à l'université de Yaoundé, sans pouvoir y défendre votre mémoire considéré comme subversif, et à Paris ? Ainsi que vos engagements parmi les étudiants camerounais et dans la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) ?

— Oui. Et aussi parce que, parmi les femmes et les hommes remarquables qui m'ont formé ou influencé, il y a eu, à côté de mes parents et de ma grand-mère, des professeurs d'école secondaire et des aumôniers de la JEC, dont le père dominicain belge André Coulée. Ainsi que des intellectuels d'Afrique et du Cameroun. En particulier feu le théologien Jean-Marc Ela qui, à l'instar des théologiens de la libération, estimait que la mémoire des luttes était fondamentale dans le processus d'éveil des consciences. Je considère donc que mes engagements, tant intellectuels que politiques, puisent leurs racines dans ces grandes figures qui m'ont servi de modèles. De plus, c'est grâce à la JEC que j'ai découvert l'intérieur de mon pays, en particulier le nord où vivent des chrétiens et des musulmans. Notamment en participant à des campagnes d'alphabétisation menées en milieu paysans dans la région de Mokong, avec des pères spiritains dont l'ethos était tout à fait différent de celui de leur supérieur qu'a été Mgr Marcel Lefebvre. C'est aussi grâce à la JEC que j'ai voyagé pour la première fois dans le reste de l'Afrique, spécialement en Tanzanie, quand Julius Nyerere, éducateur et chrétien, en était le président. Ce mouvement m'a encore amené à découvrir le monde,

en particulier l'Italie, Rome, avec une audience du pape Jean-Paul II, et l'Amérique latine. J'ai grandi à une époque d'optimisme pour l'Afrique, qui tranche beaucoup avec la période qui a débuté dans les années 80 marquées par la crise économique, la consolidation des dictatures, la fermeture de l'espace public et la grande migration des cerveaux africains hors du continent.

— N'avez-vous pas été tenté de vous engager en politique ?

— Non, et ce choix a été marqué par beaucoup de facteurs. Principalement l'influence de ma grand-mère dont les réactions ont fait apparaître en moi une conception tout à fait tragique du pouvoir politique. À cause d'elle, j'ai considéré assez tôt la quête de ce pouvoir comme un exercice mêlant espérance et défaite. J'ai finalement acquis d'elle une conception du politique comme un acte fondamentalement insurrectionnel qui implique une prise considérable de risques. J'en suis même arrivé à me méfier fondamentalement de tout pouvoir, qu'il soit politique, ecclésiastique ou autre.

— De là votre choix pour un autre pouvoir, celui de l'écriture, à travers de nombreux ouvrages...

— Ce choix n'a pas seulement été négatif. En effet, pour moi, l'écriture participe à une espèce de communion avec l'éternité. Écrire, c'est un peu comme aspirer à ce qui dure. Le pouvoir politique est fondamentalement éphémère ; l'écriture ne l'est pas, du moins faut-il le croire. Le désir de durer me semble être constitutif de l'acte d'écrire, lequel consiste avant tout à redonner la vie, à réanimer ce qui, sinon, serait condamné à la pétrification. Écrire, c'est reconvoquer à la vie ce qui est menacé par la mort. Voilà comment je conçois l'écriture, et ce devoir de veille sur le vivant, je ne le retrouve pas dans la politique.

« L'écriture participe à une espèce de communion avec l'éternité, pour aspirer à ce qui dure, alors que le pouvoir est fondamentalement éphémère. »

— Vous écrivez à la fois en français et en anglais, langues appartenant aux cultures d'anciens colonisateurs combien différentes !

— Pourquoi ne le ferais-je pas ? Le français, l'anglais et le

portugais sont devenues des langues africaines. Elles sont utilisées par des millions d'Africains qui les ont profondément transformées, faisant ainsi l'objet d'une extension plastique. Le français parlé à Abidjan ou à Yaoundé n'est pas le même que celui employé à Paris et à Bruxelles. Il est devenu une langue-monde qui se déploie de multiples manières dans différents lieux. Et les Africains parlent aussi d'autres langues. Au fond, les cultures africaines ont toujours fait preuve d'une réelle plasticité, de grandes capacités d'absorber et de se réapproprier des formes dont elles ne sont pas nécessairement les auteures. Car ce sont des cultures très créoles, et c'est ce qui fait leur vitalité, en lien avec un pouvoir de résilience et d'endurance que l'on observe dans la vie quotidienne africaine. Autrement dit, en Afrique, la condition humaine originale, les cultures, les langues et les religions se conjuguent au pluriel. Tandis qu'en Europe, on n'arrive pas vraiment à gérer le multiple.

— D'où votre plaidoyer pour la remise à jour de solidarités transversales en vue de promouvoir la démocratie en Afrique et ailleurs ?

— En effet, dans mon livre *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, j'essaie d'identifier un certain nombre de lignes d'actions susceptibles d'aider à approfondir, développer et promouvoir la démocratie en Afrique. Par « solidarités transversales », je songe à des solidarités allant au-delà des appartenances ethniques, des liens de sang et de sol parce que, chez nous, le pathos ethnique constitue un obstacle primordial à la mobilisation collective. J'aimerais maintenant approfondir cette réflexion en y incluant tout ce qui touche au vivant dans son ensemble, les non-humains y compris. Nous avons besoin de repenser la démocratie et la solidarité à partir du rapport que nous entretenons avec la Terre sur laquelle notre vie elle-même repose. Dans ce cas, la solidarité commence par l'activation des capacités de résistance de la société à la marchandisation.

— Qu'entendez-vous par la mobilisation des gisements religieux, également souhaitée dans cet ouvrage ?

— Je pense profondément que le religieux est absolument nécessaire dans la structure d'une société et dans la capacité de celle-ci à forger le monde des symboles. Car le religieux est l'un des rares lieux où l'on apprend à créer des liens au-delà des rapports biologiques, et où les conceptions de la communauté et de la fraternité sont élargies et font une place à toutes et à tous.

— Vous parlez aussi d'espérance...

— L'espérance est vraiment un mot qu'il faut garder, et surtout ne pas se priver d'en faire usage, car il est un terme clé pour tous ceux et celles qui sont engagés dans la lutte pour la transformation du monde. Sans l'espérance, les luttes humaines risquent de tomber dans le nihilisme ambiant. Sans elle, il est difficile de concevoir un monde autre, c'est-à-dire habitable, ouvert à toutes et à tous. Et, par conséquent, à partager.

— N'est-ce pas aussi ce que vous avez tenu à faire mieux comprendre en commentant les diverses contributions au colloque qui vous a été consacré en octobre dernier à Louvain-la-Neuve ?

— Sans doute. J'ai notamment dit que le temps nous fait signe en Afrique, dans le sud et dans le nord, parce qu'il n'y a plus aujourd'hui un centre qui légifère et impose son pou-

voir au reste, même s'il y a encore des foyers politiques, économiques et culturels hégémoniques. Et alors qu'hier, la plus grande partie du monde vivait sous la domination coloniale, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Cet événement nous fait signe. En tout cas, il existe, en Afrique comme ailleurs, une énorme attente de défrichage de ce monde qui semble aller dans tous les sens. Et où la vieille distinction entre ici et ailleurs paraît désuète, tant nos vies sont désormais enchevêtrées. Dès lors, la demande d'intelligence n'a jamais été aussi urgente et pressante qu'aujourd'hui. Mais si l'humanité dispose désormais des ressources nécessaires pour tout savoir, le paradoxe est que la volonté d'ignorance n'a jamais été à ce point manifeste. Par ailleurs, certains commencent à comprendre que la pensée du monde présent et de celui à venir ne viendra plus d'Europe. Cette perte de monopole est une bonne chose, car on assiste à un déplacement de la pensée critique de l'Occident vers les mondes du Sud. On est arrivé à un grand moment à la fois d'enchevêtrement et de dispersion. La force des pensées qui viennent du sud du monde tient au fait qu'il s'agit de pensées à la fois du dedans et du dehors, des interfaces. Pour les années à venir, le grand défi à relever est celui de l'émergence d'une véritable conscience planétaire. Une partie de l'avenir de notre planète risque de se jouer en Afrique. C'est là que le basculement du monde se fera de la manière la plus éclatante. Il faut en tirer toutes les conséquences en relation avec l'avenir même de la pensée critique.

— Et que reprenez-vous plus spécialement de ce colloque et du titre de docteur honoris causa que vous a attribué l'Institut d'analyse du Changement dans l'Histoire et les Sociétés Contemporaines (IACCHOS) de l'UCL ?

— Je voudrais exprimer ma gratitude à l'UCL et aux éminents collègues qui m'ont proposé à ce doctorat. J'ai surtout été content pour les nombreux jeunes étudiants et chercheurs d'origine africaine qui ont pris part au colloque. Ils ont considéré que ce colloque et ce doctorat les concernaient directement, qu'il y avait là quelque chose en jeu pour eux-mêmes. Ils étaient vraiment contents. D'autres aussi, mais je parle d'eux parce que, dans ce genre de milieux, l'Afrique est si souvent oubliée et marginalisée, rendue invisible ! Pour une fois, ils étaient symboliquement inclus. L'attribution d'un doctorat honoris causa à l'un d'entre eux représente sans doute une réponse symbolique forte à la demande d'intégration qu'ils portent. Elle les conforte peut-être dans l'idée que cela vaut la peine de parier sur la possibilité d'un monde commun, d'un monde en commun, duquel ils ne seront pas exclus. C'est un peu tout cela que j'ai vécu lors des jours passés à Louvain-la-Neuve. Et je voudrais nourrir l'espoir que l'Université catholique de Louvain prendra l'Afrique au sérieux et, surtout, prendra soin des quelques Africains en son sein. ■

« Sans espérance, pas de monde partagé possible. »



Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, Éditions La Découverte, 2010. Prix : 11,60 €. Via *L'appel* : - 5% = 11,02 €.